



ENSEMBLE

POUR UNE RÉUNION SOCIALE ET SOLIDAIRE

LA LETTRE MENSUELLE DE LA
CHAMBRE RÉGIONALE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE DE LA RÉUNION

CHARTRE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE, À QUAND LA SI- GNATURE ?

Nos adhérents nous ont interrogé sur les raisons de la non-signature de la Charte locale de l'Economie Sociale et Solidaire, prévue et annoncée pour la journée du 7 décembre 2002.

Elaborée il y a un an, ce document semble recueillir l'assentiment de tous les partenaires qui ont contribué à son élaboration...

Alors, pourquoi attendre ?

Restons optimistes en souhaitant une signature en 2003...

Économie Sociale : vers un meilleur appui aux projets...



Monsieur Alix SERY (à gauche), Correspondant Régionale de la Délégation Interministérielle à l'Innovation Sociale et à l'Economie Sociale a annoncé la mise en place du Réseau d'Appui d'ici fin 2003.

Avec plus de 150 personnes présentes, la Journée de l'Économie Sociale et Solidaire a été un succès.

Deux ans après le premier forum organisé sur le sujet, **des représentants de l'ensemble des acteurs concernés** (associations, coopératives, établissements financiers, institutions, ...) se sont ainsi retrouvés à Saint-Gilles, le 7 décembre 2002.

Riches et parfois passionnés, les échanges ont permis de faire le point sur les avancées réalisées depuis deux

ans, et de débattre au sein de quatre ateliers, des priorités immédiates.

L'avancée la plus significative est l'annonce de la mise en place, dès 2003, d'un **réseau d'appui pour les porteurs de projets**.

Il ne s'agit pas de créer une nouvelle structure, mais de s'appuyer sur celles qui existent, qui apporteront leur contribution **selon le principe de la libre adhésion**.

Les objectifs : mieux accueillir, informer, suivre, accompagner les porteurs de projets, et développer l'échange des expériences.

La CRES-Réunion entend bien apporter sa pierre à l'édifice.



Quatre ateliers ont été mis en place afin de réfléchir à l'articulation du futur Réseau d'Appui.

Professionnalisation des acteurs : une étude en cours...

A l'initiative de l'Association Régionale de Gestion de la Formation Professionnelle (ARGFP), une étude d'emplois et qualifications dans les organismes de l'Économie Sociale et Solidaire, à la Réunion, est menée depuis Août 2002.

L'objectif : disposer d'éléments d'information pour concevoir un plan cohérent de formation des salariés et bénévoles.

Les cabinets ORGANIGRAM et SYN-

THESE, qui réalisent actuellement les entretiens, en partenariat avec l'IRTS, rendront leurs premières conclusions en février.

Elles serviront de base à un débat entre structures concernées et partenaires institutionnels, avec en point de mire l'élaboration rapide d'un plan pluriannuel de formation.

Affaire à suivre...

RENSEIGNEMENTS

ET

ADHÉSIONS



02/62/21/50/60



LE COIN DU NET

www.cnei.org : le site du Comité National des Entreprises d'Insertion (CNEI) qui contient de nombreuses informations pratiques (juridiques, statistiques,...) concernant les Entreprises d'Insertion et les Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion.

CHAMBRE RÉGIONALE
DE
L'ÉCONOMIE SOCIALE
DE
LA RÉUNION

c/o Maison de l'Economie Sociale
30 bis, rue de la Source
97400 SAINT-DENIS

Téléphone
02 62 21 50 60

Télécopie
02 62 21 50 61

Messagerie
contact@cres-reunion.com

Avec la participation de :



Direction du Travail,
de l'Emploi et de la
Formation Professionnelle
de la Réunion



LA LOI "INFORMATIQUE ET LIBERTÉ" CONCERNE-T-ELLE LES ASSOCIATIONS ?

Oui, dès que l'association enregistre sur un support informatique des informations directement ou indirectement nominatives (c'est-à-dire permettant d'identifier une personne physique : adhérents, correspondants de presse ...).

La loi "Informatique et Liberté" (loi du 16-01-78) définit les principes applicables. Ces fichiers de personnes doivent être déclarés aux services de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (la CNIL).

Les personnes y figurant doivent être informées de leur droit d'accès et de rectification afin de vérifier les informations enregistrées.

Ces informations sont à faire figurer sur tous les supports utilisés pour la collecte des informations nominatives (questionnaires, bulletins d'adhésion, d'abonnement, etc....).

A consulter pour plus d'information le site de la CNIL : www.cnil.fr

Course en solidaire 2003 : 1000 euros minimum à la clé pour votre projet !



Participez dès le mois de février au concours organisé par la Mutualité Française et relayé dans notre

département par la Mutualité de la Réunion.

Les subventions se situent entre 1000 euros pour la Bourse régionale, 2500 euros pour le Prix régional, 4000 euros pour le Prix national et 15000 euros pour le Grand Prix.

Ce concours est ouvert à **tous les jeunes de 16 à 28 ans**, porteurs de projets collectifs fondés sur la solidarité, d'ampleur internationale, nationale

ou locale et dans divers domaines.

Exemples de projets primés l'an dernier : un atelier de restauration de meubles anciens, un site Internet, création par des jeunes et des retraités d'une association ayant pour principale activité l'aide à la création d'entreprise...

Vos projets devront transmettre les valeurs mutualistes (responsabilité, solidarité, liberté et démocratie) et avoir un ancrage local.

Les thèmes du concours pour 2003 sont : **la lutte contre les discriminations, la sécurité routière et le lien social.**

Date limite de dépôt des dossiers: 15 avril 2003 et le 15 septembre 2003.

Informations complémentaires sur le site : <http://www.course-solidaire.com>

Inauguration de la Maison de l'Economie Sociale

Salle comble, le 2 décembre dernier, pour l'inauguration de la « **Maison de l'Economie Sociale** ».

Au-delà d'un simple siège administratif pour notre association, **ce local a vocation à abriter notre futur centre de ressources**, à être un lieu d'échange et de coordination pour les partenaires du Réseau d'Appui...et espérons-le, verra naître des initiatives innovantes.

Monsieur Alix SERY, Directeur du Travail et Correspondant Régional de la Délégation Interministérielle à l'Innovation Sociale et à l'Economie Sociale a profité de cette occasion pour présenter à la presse la tenue d'une Journée de l'Economie Sociale et Solidaire, en

présence de nombreuses personnalités et de nos adhérents.



Théodore HOARAU (CRES), Nassimah DINDAR (Département), Alix SERY (DDTEFP) et Hilaire MAILLOT (Région) (de gauche à droite)

POUR EN SAVOIR PLUS :



www.cres-reunion.com